Sagiter – Savoirs Agro-écologiques et Ingéniosité des Terroirs

Évaluation intermédiaire – 4 – : novembre 2015 - avril 2016
Projet SAGITER (novembre 2013 - novembre 2016)

Anne MONEYRON
avril 2016

Nos dernières propositions d'évaluations intermédiaires du projet SAGITER datent de juin 2015. Elles étaient au nombre de deux. L'une faisait le point sur les avancées des travaux ; l'autre proposait des pistes de travail et d'organisation pour le *séminaire 4 à Cluj* en Roumanie et pour la suite du chemin collectif à parcourir en regard du projet tel que déposé en 2013 et intégrant les points de vigilances pointés par l'Agence Européenne lors du dépôt du projet.

En juillet 2015, le collectif SAGITER soumet son rapport intermédiaire qui est évalué par l'Agence Européenne. Au cours du *séminaire 5* qui s'est déroulé en Hongrie à *Gödöllö* du 9 au 11 novembre 2015, le groupe projet SAGITER a pris note de cette évaluation de l'Agence Européenne pour la suite (calendrier et contenus) de son travail.

Le *séminaire 6* s'est déroulé en Espagne à *Santiago de Compostela* du 8 au 10 mars 2016. À cette date, je note que des avancées significatives sont réalisées en seulement 6 mois, à compter du rapport intermédiaire, ce qui signifie que ce qui n'était pas visible et écrit en juillet dans le rapport intermédiaire était déjà en voie de mise en place et/ou de réalisation. S'il demeure encore beaucoup de travaux et d'ajustements à faire, je pense que la méthode de travail choisie, de type recherche-action, est à l'origine de cette dynamique et de ces "résultats". La tenir dans le temps en est une autre.

Je propose de structurer cette 4ème évaluation intermédiaire en repartant des sept lots de travail proposés.

Mes retours s'ouvrent par les aspects généraux de la METHODE du projet SAGITER à partir des observations lors des séminaires, des lectures des compte-rendus des travaux réalisés et des échanges courriels des partenaires, ainsi que de mes échanges en vis-à-vis avec les partenaires lors des séminaires. En effet la posture choisie par Sagiter, est de construire collectivement une méthode en faisant, "Learning by doing',' disent certains [nous reviendrons dans le WP2 / Lot 2 sur cette question du "Learning by doing" et de ses interprétations faites parfois à l'emporte-pièce]. Cette posture, cœur de ce projet, le rend innovant et surtout adapté à la problématique des savoirs agroécologiques : leur identification, leur mise en œuvre et leur formation/transmission. Et c'est sur elle que le projet doit se centrer dans les mois à venir afin de renforcer le plan conceptuel qui apportera plus de transversalité et de transférabilité trans-nationale et inter-professionnelle pour les itinéraires de formations et les formes des savoirs agroécologiques. Néanmoins, c'est aussi ce qui rend complexe l'évaluation d'une telle démarche de recherche-action qui porte un projet collectif impliquant des partenaires aux cultures et aux métiers hétérogènes voulant "trans-former" l'existant.

Pour baliser conceptuellement les expériences vécues de cette recherche-action en apprentissages et les transformer en itinéraires de formations réfléchis, les partenaires ont choisi de s'appuyer sur le *Processus d'Apprentissage Experientiel* de DA. Kolb, c'est-à-dire des alternances temporelles : « d'expériences concrètes ; d'observation réflexive ; de conceptualisation abstraite ; de réexpérimentation active. » C'est ce que je relève dans le projet 2013*. C'est cette démarche qui sera proposée aux formateurs-trices qui la suivront, et l'adapteront en fonction des retours de terrain pour ensuite la formaliser dans un ouvrage » (extrait projet Sagiter 2013)*. C'est un processus de co-formation à la construction d'une méthode innovante de collecte et de formation des savoirs agroécologiques, que nous observons depuis novembre 2013. Ce type de démarche est toujours déstabilisant pour les participants/contribuants et les coordonnateurs. Certains des partenaires sont entrés dans la recherche-action, d'autres, n'ont pas adhéré à cette démarche qui implique de développer un regard critique sur ses propres habitudes et/ou présupposés sur le sujet abordé. Je reprends ici, les propos de René Barbier, professeur en Sciences de l'Éducation qui travaille sur l'interculturalité : « Pas de recherche-action sans participation collective. Il faut entendre ici le mot "participation" dans

son sens le plus fort épistémologiquement : on ne peut rien connaître de ce qui nous intéresse (le monde affectif) sans que nous soyons partie prenante, "actants" dans la recherche, sans que nous soyons vraiment concernés personnellement par l'expérience dans l'intégralité de notre vie émotionnelle, sensorielle, imaginative, rationnelle. » [Barbier R., 1993, *La recherche-action*, Paris, Anthropos et/ou http://www.barbier-rd.nom.fr/RAInternet.Html].

La conduite d'un projet par la recherche-action est un véritable défi à la fois épistémologique et méthodologique pour l'animation de cette forme de recherche située et qui dépend de l'implication "critique" d'un collectif. Sans implication du collectif et mise en œuvre d'un raisonnement collectif il ne peut y avoir de co-formation et donc d'avancées personnelles sur la problématique abordée. Les avancées de la recherche-action doivent permettre *in fine*, d'accompagner ceux pour qui la notion de "formation de formateur" semble éloignée de leur "univers" (je pense notamment aux partenaires slovènes et belges qui agissent dans les métiers du conseil technique agricole), alors que ce parcours transversal de formation leur montre comment chaque personne, quel que soit le domaine des savoirs, se forme tout au long de sa vie. L'itinéraire de formation en agroécologie, tel qu'envisagé à ce jour par les partenaires, c'est-à-dire la formalisation de modules transversaux/communs, pourrait comporter de manière explicite des éléments, des étapes, des temporalités inhérents à la formation tout au long de la vie". Dans les métiers du "conseil en agriculture" ces modules accompagneraient la question du comment valoriser et reconnaître la place des acquis des apprentissages expérientiels en autoformation, hétéroformation, écoformation comme temps et espace de formation. (au sens de Gaston Pineau – cf présentation lors du séminaire 6 de mars 2016 à Santiago de Compostela). Pour construire cet itinéraire transversal de formation, il s'agira de penser la place que peut prendre le "processus d'apprentissage" de Kolb et les courants de la reconnaissance de l'expérience réfléchie.

Ce que globalement je retiens des avancées permises par cette méthode, c'est qu'elle est à la fois réflexivité par la recherche, et également un mode d'identification des actions de formation en lien étroit avec les réalités observées sur les "terrains" de chaque partenaire. Elle ouvre et rend possible un concept d'agroécologie ouvert à la complexité reconnue grâce au travail interculturel et collectif. Dans ce projet, il est nécessaire d'élargir l'approche agroécologique au-delà des concepts existants, car chaque partenaire rappelle combien dans son pays et à partir de ses réalités agro-géo-politiques, cette notion n'est pas toujours structurée. De plus, cela permet d'une part d'intégrer la notion du "législatif/droit", axe portée par le partenaire belge [P8], et favorise des mises en relation non prévues initialement. Par exemple, la Chambre d'Agriculture de Slovénie [P9] développe des liens avec la formation initiale qui n'auraient pu avoir lieu avec un concept verrouillé dès le commencement du projet. C'est en cela aussi, au risque de la recherche-action, que des avancées et des transformations sont rendues possibles.

1- ÉVALUATION À PARTIR DES PARTENAIRES ET DES LOTS DE TRAVAIL

Les partenaires du projet SAGITER

P1 – **SupAgro Florac** (*France*) : Institut d'éducation à l'agroenvironnement de Florac (SupAgro Montpellier).
P2 – Fumeterre (*France*) : Conseil, expertise, suivi, évaluation ingénierie en agroécologie**.**
P3 – Savoir-Faire et Co (*France*) : Apprentissage de savoirs agroécologiques *(a changé d'intitulé depuis 2015, précédemment Savoir-Faire et Découverte)***.**
P4 – SupAgro Le Merle (*France*) : École de bergers transhumants, productions animales (SupAgro Montpellier) ; *(regroupé avec SupAgroFlorac [P1] depuis l'été 2015)*.
P5 – Geyser (*France*) : Étude des relations entre les territoires, les ressources naturelles et les communautés locales.
P6 – Working group regional studies – Université de Marburg (Allemagne), département de géographie : Problématiques environnementales, sociales et économiques.
P7 – Fédération des écoles familiales agraires de Galice (Espagne) : Formations professionnelles.
P8 – Vlaamse LandMaatschappij (*Belgique*) : Agence d'aménagement foncier et de développement rural du gouvernement flamand.
P9 – Chambre d'agriculture et de la forêt *(Slovénie*).
P10 – Szent Istvan University de Gödöllö (*Hongrie*) : formation d'experts en agriculture et agroalimentaire.
P11 – Université SAMV de Cluj-Napoka (*Roumanie*) : gestion de l'environnement en milieu rural.

Les lots de travail

WP1 / LOT 1 : MANAGEMENT GLOBAL
WP2 / LOT 2 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES GROUPES LOCAUX
WP3 / LOT 3 : OBSERVATION / RECENSEMENT, COLLECTE ET ANALYSE DE DONNÉES
WP4 / LOT 4 : MISE EN PLACE DES FORMATIONS, EXPÉRIMENTATIONS
WP5 / LOT 5 : RETOUR D'EXPÉRIENCES, ADAPTATION, MISE EN AVANT DE BONNES PRATIQUE
WP6 / LOT 6 : ÉCRITURE DU MODULE DE FORMATION, DISSÉMINATION
WP7 / LOT 7 : L'ÉVALUATION INTERNE ET ÉVALUATION EXTERNE

WP1 / LOT 1 : MANAGEMENT GLOBAL

Le **management global** du projet relève de la responsabilité de SupAgro Florac : Institut d'Éducation à l'Agro-environnement [P1], qui s'est fortement mobilisé pour mener à bien sa mission de coordination de ce projet. Dans la lignée déontologique du choix de mener ce projet selon une posture et une méthodologie de recherche-action, chaque partenaire intervient lors des séminaires, et durant les inter-sessions par le biais du "comité de suivi" sur chaque point épineux soulevé. Ainsi, les partenaires argumentent leur avis critique en regard des avancées collectives du projet et des "points de tensions" au fur et à mesure du déroulé (calendaire ou non) par rapport aux objectifs initiaux du projet. Il est intéressant de relever combien cette méthodologie est à l'épreuve du groupe et éprouve le groupe, mais c'est cette méthodologie qui donne le sens "formateur" de ce travail en regard de la complexité du sujet traité, et de par la multiculturalité de ce collectif de travail important en nombre et en représentativité. Dans ce contexte particulier, la posture et la contribution du coordinateur à tenir ce cap méthodologique est à souligner, car dans le multiculturel et le multiprofessionnel structurant ce projet, soit 7 pays partenaires et 3 types de structures [universitaire, formation continue, conseil], la gageure est de taille.

Les points d'animation du projet depuis le *séminaire 4* de juin 2015 à Cluj, se sont déplacés. Les groupes enquêtes ont cessé de se réunir, au profit de nouveaux sous-groupes de travail à partir des types de "publics" des partenaires. Ainsi, le travail est rendu plus efficace pour les formations-test des partenaires et la co-construction de l'itinéraire de formation. C'est un travail important que celui de la coordination qui en même temps est un travail d'animation et de coopération continue et attentive entre les partenaires. La transparence, le sérieux et le respect au sein du groupe SAGITER ainsi que la convivialité dans les échanges sont à souligner. Face aux difficultés rencontrées, ces tonalités et postures humaines sont reconnues comme éléments importants, fédérateurs et dynamisants par les partenaires eux-mêmes.

Gestion financière :

Catherine Azema (SupAgro Florac), suit les "comptes" du projet et de la ligne budgétaire de chaque partenaire. Sa présence lors des séminaires et sa maîtrise du sujet contribuent à rassurer les partenaires quant leur situation réelle et à leur expliquer les réalités budgétaires européennes par des mises à jour permanentes. Elle donne au collectif des éléments importants de gestion globale du projet nécessaire à certaines prises de décision quant aux réalisations réellement attribuables au travail fourni pour SAGITER. Notamment elle rappelle en novembre 2015 que ce qui est éligible ce qui est contractualisé pour le projet et donc **éligible aux financements : ce sont les itinéraires de formation et les outils pédagogiques**.

Communication "internet" du site (partenaires et partenariat) :

Marc Lanssens (SupAgro Florac), est intervenu une 1ère fois lors du séminaire de novembre 2015 à Gödöllö – Hongrie, sur les outils coopératifs et la communication média informatique. Une mise en forme d'un document (support format A4) a été réalisé afin d'uniformiser et d'actualiser les avancées du projet à partir de photos en liens avec les groupes locaux des partenaires SAGITER. Il est intervenu une 2ème fois lors du séminaire de mars 2016, à Santiago – Espagne. Ainsi, par ses interventions *in situ*, il permet aux partenaires d'échanger et de maîtriser au mieux cet outil, d'être en capacité de construire collectivement un cahier des charges destinés aux professionnels de la communication chargés de rendre le site accessible aux futurs utilisateurs (publics cibles des différents pays partenaires et au-delà) les outils, méthodes, concepts, et productions accessibles à partir de fin 2016 sur le site extranet de SAGITER.

Objectifs généraux du projet

La création d'un module de formation de formateur : Au niveau du collectif, cet objectif a beaucoup avancé depuis l'été 2015 à partir des "formations tests" des partenaires. Pour VLM [P8] c'est la mise en place le 16 novembre 2016 d'une journée « *Agroecology in action : Un événement pour échanger connaissances, pratiques et astuces, et construire ensemble l'agroécologie de demain !* » dont un atelier était consacré aux savoirs agroécologiques. La structuration de cette journée s'est appuyée sur les travaux et l'expérience vécus dans le groupe SAGITER. Cette structure VLM [P8] connaît actuellement des coupes budgétaires importantes notamment en terme d'emplois, qui ont un effet sur la dynamique de l'implication de ses représentants dans le projet SAGITER. Ceux-ci au commencement du projet expriment leur souhait que ce travail puisse avoir un impact de changement réel par un accroissement de leur réactivité et de leur créativité en matière de savoir et d'agroécologie. Qu'en sera-t-il demain, soit à la fin 2016 ?

Les écarts de réalisations entre les partenaires ne me semblent pas le point le plus problématique à ce jour, ce qui me paraît pertinent c'est de saisir comment les personnes-partenaires évoluent depuis 2013 en fonction de leur environnement professionnel et de leur vision personnelle de l'agroécologie et des savoirs. Néanmoins, sur les "formations-test',' il semble que les "évaluations internes" individuelles des partenaires ne sont pas à ce jour suffisantes, notamment sur le plan conceptuel, pour pouvoir être réinjectées de manières concrètes et efficaces dans la construction d'un itinéraire de formation et qui puisse ensuite être partagé par le plus grand nombre. Je pense notamment : – à [P1] qui n'a pas réalisé l'auto-évaluation des trois formations mises en place, en novembre 2014 (public : enseignants et un conseiller agricole), en mai 2015 (à laquelle ont pu participer des partenaires de SAGITER, ce qui serait doublement intéressant), et novembre 2015 ; – à [P2] qui n'a pas partagé de manière tangible avec le groupe tant sur le fond que la forme de ses "formations-test", ce qui ne me permet pas d'évaluer les apports pédagogiques de ce partenaire et leur pertinence en regard des avancées de la problématique collective ; – à [P3] qui, si je puis dire a brillé par son absence, (même lors de sa présence physique aux séminaires, occupé qu'il était par des contacts téléphoniques et des rencontres hors cadre du projet) à la réflexion collective, au prétexte, qu'il met, dit-il, son énergie et le financement sur la dissémination de stages plutôt que sur l'échange collectif réflexif. Comment explique-t-il sa participation à ce projet ? En regard de son fonctionnement, j'ai pris le temps de discuter avec lui à ce propos (en novembre 2013 et novembre 2015, je n'étais pas présente au séminaire4 de Cluj). Sans explication argumentée de sa part, et recevable en regard du projet collectif, je n'ai pas réussi à comprendre cet écart entre ses réalisations actuelles et les objectifs initiaux qu'il est censé avoir validés lors de la construction du projet. Il a pour cela été rappelé lors des séminaires de Gödöllö et de Santiago : « la cohérence de SAGITER demeure sa plus-value pour tout le monde et de tout le monde ».

Animation, transfert méthodologique et changement pédagogique

L'un des objectifs des modules transversaux de formation sera de montrer aux formateurs, comment et pour quoi, passer d'un mode pédagogique descendant de diffusion du savoir à une posture d'accompagnement de la construction du savoir. En effet, mettre en place de telles méthodes pédagogiques n'est pas simple quand il s'agit de traiter d'un sujet aussi complexe dans le temps imparti (3 ans). Le partenaire [P1] qui est coordinateur du management global du projet et partenaire partie-prenante pour sa contribution aux contenus et à la réflexion, montre combien il est parfois difficile de laisser se faire les choses au sein du groupe. Ainsi l'animation des séminaires, parce que l'objectif est à atteindre pour la fin 2016, se trouve majoritairement tenue par des membres de SupAgro Florac. Des tentatives de co-animation ont été mises en place notamment pour le *séminaire5* de Gödöllö, mais se sont montrées très chronophages en amont des séminaires quant à leur organisation. Ces difficultés relevées et partagées lors des évaluations internes du collectif en fin de chaque séminaire, montrent pourtant que c'est par ce biais méthodologique et pédagogique que le passage de transmission descendante du savoir à l'accompagnement d'apprentissages explicités peuvent être réalisés.

Le maintien des deux langues de travail reste une difficulté, mais c'est aussi une richesse. Lors du *séminaire6* à Santiago de Compostela, la question de la traduction à venir des itinéraires de formation a été un temps très co-formateur sur les concepts même de formation, de savoir, de compétence : comment les traduire sans en dénaturer le sens ici, là et maintenant co-construit. Nous avons pu échanger sur ce que ces termes signifiaient dans les différentes langues des pays partenaires, et pour penser à une traduction finale qui puisse en accepter et en révéler toutes les significations.

Concept d'agroécologie

Je ne reviens pas sur le fond du travail réalisé à ce propos dès 2013, mais sur la méthode. Avoir maintenu le décision de ne pas partir d'une définition préétablie, mais de co-construire ce que peut être l'agroécologie au fur et à mesure des avancées de la recherche-action, si cela a été anxiogène pour certains, cela est plutôt ressenti à ce jour

comme une ouverture aux réalités de chacun. Pour exemple, le partenaire Slovène [P9] explique lors du dernier séminaire à Santiago (mars 2016), que le fait de ne pas s'être enfermé dans une définition binaire de l'agroécologie (ce qu'elle est, ce qu'elle n'est pas), lui a permis, dans son pays, de nouer des partenariats et des réflexions avec des acteurs de la formation initiale qui sans cela ne se seraient probablement pas réalisés. D'autre part, cela lui permet également une collaboration avec le partenaire Hongrois [P10]. Ainsi les réalités et les difficultés plurielles des situations sont partagées pour s'enrichir et devenir peu à peu celles du collectif.

WP2 / LOT 2 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES GROUPES LOCAUX

Dans l'écriture du projet initial, les objectifs et les finalités des groupes locaux relevaient de cinq dimensions qui devaient s'élaborer selon plusieurs temporalités au cours du déroulement du projet : « *Le projet sera construit sur une organisation territoriale : Établissement du supérieur + lycée + centre de formation + groupe organisé, ou ONG environnement ou consommateurs. Il s'agira : – d'organiser ces groupes, dans l'espace, le temps et les fonctions ; – de les animer ; – de définir avec eux des modes opératoires (quels outils, dans quels buts ?) ; – d'analyser les pratiques identifiées en rapport avec les savoirs agroécologiques ; – de les associer à l'évaluation. Il est fondamental de constituer sur chacun des territoires des groupes locaux de développement du projet dont la mission sera de collecter et analyser des pratiques mises en œuvre sur les territoires, expérimenter des modules de formation, participer à leur validation pour ensuite les diffuser et en être les premiers utilisateurs. » (extraits doc. méthode projet SAGITER))*.

Ainsi, la notion de "groupe local" quant à son organisation, ses finalités de référent territorial ancré dans des réalités géo-socio-politico-agro-écologiques, ses objectifs et fonctionnements dans le projet, ne semblent pas correspondre à des situations et des réalisations partagées de manière égale par les partenaires. Je reprends certaines situations pour "illustrer " ce qui m'apparaît comme relevant de ces écarts.

Pour certains, les groupes locaux sont en liens étroits avec le fond et la forme du projet développé dans le cadre de leur contribution au projet SAGITER. Il semble à ce jour que seul le partenaire espagnol [P7] ait mis en place des groupes locaux selon les cinq dimensions annoncées dans le projet et qu'il structure ses avancées en lien étroits avec ceux-ci. Pour [P1] qui a également mis en place des groupes locaux, mais qui ne peuvent avoir le même sens et contenus étant donné les finalités de cet Institut.

Pour d'autres partenaires, ce lien semble plus ténu. Ce glissement n'est pas systématiquement lié à une lacune méthodologique, mais il révèle des situations très différentes d'un pays à l'autre, d'un partenaire à l'autre. Situations dont l'impact a été probablement mal estimé en amont du projet, comme cela a été noté par les partenaires eux-mêmes. Cet écart peut s'expliquer en regard des réalités institutionnelles et des avancées de la problématique agroécologique dans les différents pays partenaires. Dans le partenariat SAGITER, on se trouve en situation de multiculturalité entre les types de structures (Université à ONG) et entre les plans nationaux agro-environnementaux des différents pays.

Pour exemple, les partenaires slovènes [P9] sont partis de très loin, si j'ose dire, en matière de reconnaissance et de prise de conscience par leur structure, de l'importance et de la nécessité de l'évolution de la prise en compte de l'agroécologie. Les chambres d'agricultures, dont le métier est le conseil en agriculture, sont des structures et des professionnels particulièrement "ébranlés" par la mise en place des plans agroécologiques nationaux en lien avec les directives européennes. Ceux-ci vont à l'encontre de ce qui étaient jusqu'à présent leurs missions et leurs méthodes de conseils "descendants" pour la mise en œuvre des politiques de développement agricole. Lors des deux derniers séminaires, Janko Rode [P9] a expliqué qu'il reçoit des "sollicitations", notamment suite à une communication à l'AGRA 2015 en Slovénie (http://www.pomurski-sejem.si/index.php/en/agra/about-agra-fair), ce qui signifie que son travail et sa réflexion réalisés grâce à/avec l'appui méthodologique du collectif en recherche-action SAGITER, commencent à porter leurs fruits. Suite aux apports de SAGITER et aux "formations tests" réalisées en Slovénie, il explique que d'une part ils ont modifié leurs méthodes de collectes de savoirs agroécologiques et qu'ils vont vers une coopération avec l'enseignement agricole initial, coopération non prévue (et non prévisible) lors de la construction du projet. Il montre dans ses présentations de "formation-test", qu'il s'est approprié certains concepts de la formation continue tels que : andragogie, formation formelle – non formelle et informelle.

Le partenaire Geyser [P5], pourtant habitué à travailler *in situ* avec des groupes locaux, et bien implanté dans certaines régions, dit rencontrer des difficultés de mobilisation sur cette thématique, difficultés auxquelles il ne s'attendait pas. Qu'est-ce que cela peut signifier ? Il y aura peut-être un travail à faire dans une suite du projet SAGITER sur cette question de la mobilisation des acteurs locaux à partir des modules de formation/accompagnement qui seront construits fin 2016.

Ces différents "cas" montrent qu'il est nécessaire, pour la structuration de groupes locaux d'accorder un temps d'appropriation et de développement d'un projet qui passe par de la communication, mais également par des réalisations concrètes. Ce qui signifie que la mise en place de groupes locaux dans les cinq dimensions annoncées nécessite un temps très long d'information et de négociation, dans la définition d'un projet partagé : formation et recueil / identification et transmission de savoirs agroécologiques. Dans ces situations, en regard du travail de "terrain" réalisé, il n'est pour autant pas possible de remettre en question la volonté et l'implication réelle des partenaires à construire ces groupes locaux.

Pour d'autres enfin, le lien avec des "groupes locaux" semble inexistant ou a mal été compris. Ils semblent être restés sur une posture "descendante" de consultant et/ou formateur qui leur font approcher les cinq dimensions annoncées d'un point de vue de leur expertise, c'est-à-dire en tant que détenteur du savoir et de la compétence. De ce fait, ils travaillent avec des personnes en formation et des détenteurs de savoir, soit selon une approche d'expertise (Fumeterre [P2]) ; soit selon une approche dite de "Learning by doing" (Savoir-faire et Co [P3]) mais qui en réalité est faussée car le temps de sa mise en œuvre est très court (quelques heures), et qui ne peut permettre de réaliser la complexité de la pensée contenue dans le geste professionnel en agroécologie, tout juste du mimétisme, et encore ! Ce temps court de "transmission" peut être considéré comme un temps de "découverte". Il ne peut être considéré comme du "Learning by doing" quand on connaît la complexité de la pensée contenu dans un geste. En regard de la complexité des savoirs agroécologiques, ce n'est que par la mesure des changements et de l'effet transformateur, qui peuvent intervenir bien en aval du temps de formation proprement dit, que l'on peut considérer que l'on est bien en présence de méthode pédagogique de type "learning by doing". Dans ces deux configurations de groupes locaux, chaque composante de la dynamique est prise séparément, ce qui fait que les quatre fonctions du groupe local : formation – collecte – analyse – transmission – évaluation, ne sont pas développées dans leur complémentarité et leur dynamique par les partenaires avec leurs interlocuteurs. Ces partenaires restent pour l'essentiel sur les volets : *analyser les pratiques identifiées en rapport avec les savoirs agroécologiques* et *expérimenter des modules de formation*. Cela renvoie à la problématique savoir/compétence déjà soulevée dans l'une de nos évaluations intermédiaires : la différence entre l'observation/recueil de pratiques et de compétences et les savoirs sous-jacents derrière ces pratiques/ compétences observées. Nous y reviendrons plus loin dans le WP6 / Lot 6, car il faudra que les partenaires soient plus précis sur ces terminologies quand il va s'agir de développer les modules de formations aux SAE, dont les modules transversaux.

Globalement sur ce WP2 / Lot2, mes remarques et observations ne signifient en aucun cas que des groupes locaux n'aient pas été mis en place, mais que leurs fonctions sont très différentes d'un partenaire à l'autre. Je sais combien cette mise en place et le fonctionnement demande beaucoup d'énergie, de temps et de doigté. Ce qu'il s'agira de distinguer dans ces écarts entre partenaires, c'est ce qui relève de la réalité du contexte et ce qui relève de choix méthodologiques et de postures professionnelles. Une évaluation de cette question sera à faire par les partenaires, qui permettra d'affiner du point de vue méthodologique, cette question du rôle, de la place et des contributions des groupes locaux en regard d'un projet de formation à l'agroécologie. Elle ne peut être réalisée à ce stade du projet.

WP3 / LOT 3 : OBSERVATION / RECENSEMENT, COLLECTE ET ANALYSE DE DONNÉES

Les observation/collecte de situations concrètes ont été réalisées jusqu'à l'été 2015 et quelques unes au-delà auprès des groupes locaux. Si les discussions et les échanges sur les modes de collectes et les outils ont été chronophages, aujourd'hui, nous pouvons dire qu'ils ont été formateurs sur le plan méthodologique et fédérateurs sur le sens critique des partenaires, et de ce fait sur les contours de la "définition" des savoirs agroécologiques.

L'outil vidéo, à la fois comme outil de collecte des savoirs et comme outil pédagogique de formation, a fait l'objet de regards critiques tant sur le fond que sur les formes. Nous observons des écarts quant aux réalisations et aux échanges. Nous n'avons rien pu visionner du partenaire Fumeterre [P2] qui a réalisé des collectes auprès d'un oléiculteur entre autres. Savoir-faire et Co [P3] a produit des vidéos sur "les Gestes partagés" diffusées sur leur site. Savoir faire et Co a réalisé une vidéo pour/avec l'université Szent Istvan University de Gödöllö [P10]. Lors du séminaire de novembre 2015 à Gödöllö, cette vidéo a fait l'objet d'une analyse critique par le collectif qui a soulevé les limites de cette forme, qui, parce que trop centrée sur un geste décontextualisé a peu de sens en regard des savoirs agroécologiques et des pédagogies d'apprentissage. D'autres partenaires [P7 et P9] ont mis en ligne sur l'intranet de

SAGITER des vidéos réalisées avec des interlocuteurs de leurs groupes locaux et de leurs thématiques, c'est-à-dire en lien avec leur projet, ce qui, par rétro-action et réflexivité, nourrit le projet SAGITER et leur propre projet.

Actuellement, certains partenaires affinent le traitement des données recueillies afin de les réinjecter dans leurs parcours de formations. Là encore, ce traitement des données demande de mobiliser un temps relativement important. Notamment par des questions individuelles renvoyées au groupe qui sert de soutien méthodologique pour ce travail d'analyse. Les avancées plus ou moins probantes de la contribution des partenaires au projet montrent notamment une différence d'investissement et d'appropriation de la part des partenaires impliqués et signataires.

Pour le partenaire espagnol [P7] la cohérence du projet avec la réalité *in situ* lui permet à ce jour d'avoir fourni une forte mobilisation de son groupe local et des intervenants en formation. Une trame de parcours de formation destinée à leur public a été présentée lors du séminaire du mois de mars à Santiago. Dans sa présentation il est rappelé qu'il s'est nourri du travail collectif réalisé depuis 2013. Ensuite, il a fait l'objet d'un travail "critique" collectif et a permis l'amorce de la construction d'un "format" commun, dont le module transversal.

Sur ce même point de l'élaboration de l'itinéraire de formation, relevant à ce stade de l'ingénierie de formation, le partenaire universitaire [P6] était attendu comme référent ayant une "expertise" pouvant prendre place et part dans le pilotage de ce lot3/WP3 en lien avec le lot 4 / WP4. Si leur contribution pendant les séminaires et à l'inter-séminaire est importante pour le collectif, je ne vois pas à ce jour le "fil rouge" de leur projet, notamment entre acteurs locaux et formation supérieure dans le domaine de la géographie humaine. Quelles retombées significatives peut-on attendre de leur production tant dans leur contexte local (acteurs locaux) que pour leur projet de formation à l'agroécologie et des savoirs agroécologiques au sens élargi ? Peut-être ce manque de fil rouge dans leur projet freine leur contribution plus active à la prise de recul nécessaire à la coordination et la co-construction du projet commun SAGITER de formation à l'agroécologie ? De ce fait, SupAgro Florac, dans son travail d'animation et de coordination se trouve confronté à la nécessité de prendre en charge cette part du projet.

Sur le site intranet de SAGITER, des outils sont présents, produits par les partenaires et/ou mis à disposition pour être testés par eux. Depuis 2013, un travail d'appropriation et de "test" sont réalisés. Lors du séminaire de mars 2016 à Santiago – Espagne, il a été décidé de classer les outils retenus selon différents questions d'entrées des futurs formateurs qui visiteront le site extranet mis à disposition à partir de fin 2016. Le groupe a recensé 88 questions clefs, comme entrées possible de la thématique. Ces questions vont être traitées par SupAgro Florac pour construire et alimenter le site SAGITER à venir (fin 2016).

WP4 / LOT 4 : MISE EN PLACE DES FORMATIONS, EXPÉRIMENTATIONS

Lors du séminaire de Gödöllö, en novembre 2015, les partenaires reprennent l'évaluation de l'Agence Européenne qui souligne le "retard" des lot 4 et lot 6. C'est à dire ceux concernant les modules de formation de chaque partenaire, leur expérimentation et la mise en forme d'un itinéraire de formation.

Les itinéraires de formation des partenaires ont bien avancé depuis cette date. Suite à la présentation de l'un de leur module de formation lors du séminaire de novembre 2015, et à la demande du partenaire Hongrois [P10], les partenaires Slovènes [P9] interviennent en mars 2016 à Gödöllö sur l'un des dix modules de leur itinéraire de formation.

Le partenariat belge [P8], Sylvie Fosselle dit combien l'écart est grand pour les conseillers entre la réalité de l'agroécologie vécu sur le terrain (les agriculteurs) et le travail de conseiller juridique dans sa structure (la législation). Elle fait remarquer, que sans le projet SAGITER, et malgré les besoins qui sont identifiés, elle n'aurait pas pu développer un projet de formation dans son organisme. Néanmoins, elle rencontre des difficultés à définir ce qui dans le cadre de son travail peut être la fonction formation. Car si elle comprend bien qu'il s'agit ici de fonction-formation, plus que de formation-enseignement, le contenu est là, mais comment le structurer en regard du public des conseillers juridiques ? Peut-être un travail plus ciblé sur sa problématique permettrait de lui faire dépasser des points et des niveaux de blocage. Par exemple, lors du séminaire de Ljubljana, en octobre 2014, les animateurs avaient proposé au groupe de travailler les questionnements de certains partenaires à partir de la méthodologie de "L'Accélérateur de Projet". Peut-être prévoir, à partir des questions actuelles que se posent Sylvie Fosselle et son équipe, et en repartant de cette méthodologie, un rendez-vous téléphonique de travail collectif (limité à 3 ou 4 partenaires) ? Ce temps d'échange, a abouti à l'idée de "créer un temps de dialogue sur le sujet de l'agroécologie". Nous pouvons considérer que leur journée débat et atelier "L'Agroecology in action" organisée le 16 novembre 2015 avec des agriculteurs et des conseillers et des

chercheurs est issue de ce temps de concertation croisée. Reprendre ce processus méthodologique pourrait contribuer à débloquer les "freins" pour décadrer et restructurer sa problématique de formation : "Trouver une voie entre les restrictions de la loi et les pratiques agroécologiques " (formulation de la question le 23 octobre 2014) ? Ces difficultés par manque de recul de sa situation, sont à croiser avec le problème, mentionné dès le premier séminaire et rappelé à chaque rencontre par Guy Lévêque (SupAgro Florac [P1]), de la présence continue d'au moins deux personnes par structure et d'une présence suivie lors des séminaires et aux inter-rencontres tout au long du projet.

C'est une recherche-action ce qui signifie que les avancées, les transformations sont difficilement "rattrapables" par de simples prises de connaissance des outils et des compte-rendus. En formation, les conceptions de la formation se limitent souvent à celle d'un enseignement disciplinaire, l'agroécologie en serait un comme tant d'autres. Or ce travail réalisé par SAGITER, montre qu'il n'en est rien. Au-delà des personnes, ce sont parfois les rapports aux structures qui sont dans la nécessité de changer ce qui est « une reconquête », comme l'a démontré Edward Hall dans ses travaux. *(HALL Edward T. : 1979, Au-delà de la culture, Seuil/Point-essais ; et 1977, Beyond Culture, Anchor Book).* Dans un contexte agroécologique où il s'agit de remplacer le conseil *stricto sensu* par un accompagnement, comment un conseiller formé selon un certain modèle de l'agriculture et de l'agriculteur, et de ses missions, peut-il changer en regard de ses nouvelles missions ?

WP5 / LOT 5 : RETOUR D'EXPÉRIENCES, ADAPTATION, MISE EN AVANT DE BONNES PRATIQUES

« Il est important de rappeler que les partenaires ne travaillent pas sur un contenu de formation traditionnel, mais sur une approche pédagogique adaptée à la particularité des savoirs agroécologiques et à leur articulation avec les savoirs scientifiques. » (WP5 / Lot5. Extrait résumé projet SAGITER - 2013)

Depuis l'été 2015, ce volet a fortement progressé. Les partenaires ont conduit des expérimentations de modules de formation auprès des groupes acteurs locaux (dans la mesure et dans les dimensions contextuelles de leurs existences). Ces retours ont commencé à être réalisés dès novembre 2015 et se sont poursuivis durant les inter-séminaires. Ils ont abouti en mars 2016 à des trames d'itinéraires très structurées et élaborées. Ce travail va se poursuivre lors d'un éventuel séminaire qui pourrait être mis en place à la mi-mai 2016 à Barcelone en présence d'un participant par partenaire. En effet, le collectif, de par sa taille, travaille de manière plus efficace lors de regroupements en vis-à-vis et ou de réunions téléphoniques en sous-groupe.

WP6 / LOT 6 : ÉCRITURE DU MODULE DE FORMATION, DISSÉMINATION

« Sur la base des acquis des lots précédents, les partenaires vont se livrer à l'écriture finale d'un module de formation de formateurs (trices) ainsi qu'aux outils pédagogiques adaptés. Il est difficile de présager de la forme de ce module et des outils, mais il est évident qu'il sera multiforme et associera des approches conventionnelles et des outils plus novateurs. » (WP6 / Lot6. Extrait résumé projet SAGITER – 2013)

L'écriture de modules de formation qui sera le "produit collectif " du travail de recherche-action de SAGITER est déjà en voie de réalisation.

Par contre, se pose ici la question vis-à-vis des contributions de certains partenaires, notamment en France. Par exemple, pour Savoir-faire et Co – [P3], c'est le volet dissémination personnelle qui a pris le pas sur le volet recherche-action collective et le questionnement pédagogique est peu présent. Mais d'autres partenaires peuvent également être questionnés sur ce point, même si le problème n'est pas de même nature. Quid de leurs réalisations et contributions réelles à la production commune des modules de formation vis-à-vis de leurs engagements initiaux ? Cette question soulève deux interrogations :

Est-il possible de laisser sous couvert du logo SAGITER, des travaux non validés par le collectif, voire même désapprouvés quand à leur pertinence pédagogique ?

Comment sera abordé, dans le cadre des modules de formation, un travers déjà soulevé lors de l'une de nos précédentes évaluations intermédiaires qui consiste à ne pas s'interroger sur la différence entre observer des pratiques et des compétences et les savoirs sous-jacents derrière ces pratiques/compétences observées ?

WP7 / LOT 7 : L'ÉVALUATION INTERNE ET ÉVALUATION EXTERNE

Ici j'aborde la question de la participation effective et surtout le mode de participation de certains partenaires, car ce problème est transversal aux contributions et aux avancées de la recherche-action. Ce sujet a déjà fait l'objet de mes remarques, et il fut l'objet de discussions lors de temps d'évaluations internes qui ont parcouru le *séminaire6* de Santiago de Compostela en mars 2016.

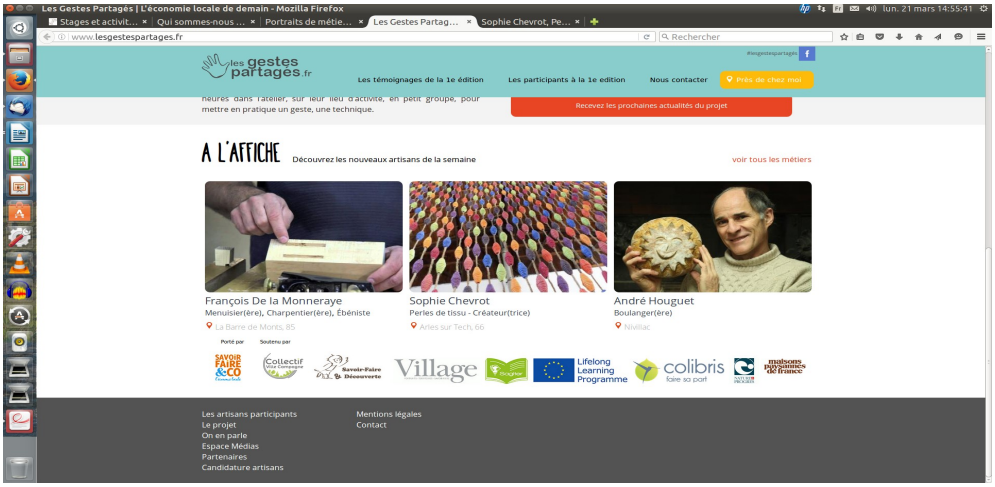
P11 – Université SAMV de Cluj-Napoka (*Roumanie*) : gestion de l'environnement en milieu rural

Avant la réalisation du séminaire6 de mars 2016, SupAgro Florac a pris contact à plusieurs reprises avec le partenaire Roumain et ses deux représentants dans le projet : Avram FITIU et Mignon SANDOR. Si Mignon Sandor n'était pas présent aux deux derniers séminaires, il faut noter sa participation effective au travail, dans la mesure des moyens qui lui était donné dans sa structure de rattachement. C'est bien elle qui soit être interrogée, semble-t-il, sur ses engagements dans le projet et non Mignon Sandor.

P3 : Savoir-faire et Co (depuis 2015 ; ex Savoir-faire et Découverte)

Savoir-faire et Découverte devient en cours de projet Savoir-faire & Co (Savoir faire et économie locale ; cf. rapport juillet 2015). il a développé dit-il, dans le cadre du projet SAGITER « Les gestes partagés » qui sont des vidéos pour du "Learning by doing". Nous avons déjà dit comment nous percevions cette approche qui se veut pédagogique. Une immersion de deux heures avec un professionnel, est-ce suffisant pour parler de transmission et d'apprentissage en faisant, oui mais quid de la réflexivité : on peut tirer des conclusions erronées de la même situation. Cette approche est une valorisation des savoirs et du faire, une mise en relation (peut-on être sûr qu'il y ait bien mise en réseau) d'individus à une échelle nationale voire européenne, mais quelle est la place d'une telle structure dans ce projet ?

De plus la vocation "commerciale" même si locale et légitime des formations proposées semble entremêlée : training ou formation ? La visite du site « Les gestes partagés », nous renvoie sur d'autres sites purement commerciaux pour un public, semble-t-il, en recherche de "bien-être" plutôt que d'un public en transition vers l'agroécologie. Deux sites semblent s'auto-alimenter : le site "Les gestes partagés" (par exemple http://www.lesgestespartages.fr/fr/professionnel/daniel-et-genevi%C3%A8ve-georges-eleveur-producteur-de-fromages) renvoie dans certains cas vers Savoir-faire et Découverte (http://www.lesavoirfaire.fr/fiche-stage.php?package_id=23) ; soit dans d'autres cas (http://www.lesgestespartages.fr/fr/professionnel/sophie-chevrot-creatrice-dobjets-en-perles-de-tissu-local) à des sites marchands (http://eshop.toiles-du-soleil.com/fr/?gclid=CLaThouuksgCFRFmGwod5R4Gqg et http://www.ville-arles-sur-tech.fr/le-moulin-des-arts-et-de-lartisanat/), artisans et commerçants locaux certes, mais marchands !



Quelques témoignages recueillis sur le site :

"Mon fils a pu taper sur le fer chaud lui-même et a fait actionner un marteau pilon, grosse machine vieille de 120 ans"

Bonjour, nous revenons tout juste de notre première expérience participative chez Bernard Bresnu. Bernard nous a fait vivre un moment très intéressant. Il a enrichi nos connaissance tant sur le plan matériel que sur l'histoire de la forge en général et la ferronnerie en particulier. Il nous entraîne dans la réflexion sur l'évolution du métier et l'importance du développement durable. Ce fut un échange précieux ! Mon fils a pu taper sur le fer chaud lui-même et a fait actionner un marteau pilon, grosse machine vieille de 120 ans ! Merci pour nous avoir permis de profiter de cette matinée exceptionnelle

"Je suis enchanté par ses connaissances et son professionnalisme, merci pour votre soutien aux artisans"
J'ai participé à l'atelier d'aromatologie de C. V. Ce fut une après-midi très intéressante avec des explications claires et très documentées. On voit que Claudine est passionnée et qu'elle maîtrise bien son sujet. La partie Atelier était facile d'exécution et je suis très contente de repartir avec mon petit baume pour les voies respiratoires, bienvenu pour la saison. Je vous remercie encore de m'avoir donné l'occasion de participer à cette atelier. Merci pour votre soutien aux artisans.

"A renouveler avec plus de temps, les deux heures passent très vite !"
Je viens de passer aujourd'hui un excellent moment très enrichissant pendant ces deux heures de découverte du métier de menuisier, connaissances des outils et exercices pratiques avec explications et réponses à toutes les questions posées, ainsi que convivialité et accueil chaleureux auprès de Nicolas C. à Maisons-Alfort. A renouveler avec plus de temps, les deux heures passent très vite !!!

Je m'interroge sur l'usage du logo du projet dans ces pages Web, venant d'un partenaire qui n'a ni assisté ni contribué aux travaux collectifs du projet SAGITER ? « Les gestes partagés », est-ce vraiment un travail et un résultat SAGITER, ou bien, être partenaire de ce projet est un moyen de financer un site et de faire valoir (logo) des actions personnelles et commerciales ? Le projet SAGITER est un projet collectif : mettre des actions en place, les évaluer, les éprouver ensemble et les formaliser, tel est l'objectif premier de SAGITER et de sa méthode de travail : la recherche-action. Si je me place sur un plan un tant soit peu déontologique vis-à-vis des engagements des partenaires, seuls, me semble-t-il, les travaux issus de cette démarche devraient pouvoir se prévaloir de Sagiter. Se pose aussi la question de l'usage du financement public à un but de développement individuel d'une entreprise ? Je ne suis pas experte, je m'interroge, c'est tout. Ces remarques ne remettant pas en question la qualité de la prestation de ce partenaire.